

Revue de presse #62

Aménagement, construction
& réhabilitation durables

Avril 2024

Jérôme Ricoulleau - Archis-Atelier Méditerranéen GA - Tactoniques®





Sommaire

—	INFOS À LA UNE	2
—	LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION, NORMES	3
—	ÉCONOMIE ET INCITATIONS FINANCIÈRES	4
—	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	5
—	CONCEPTION DE PROJETS : OUTILS, MÉTHODES & INNOVATION	7
—	CONFORT, SANTÉ & USAGES	8
—	ÉCONOMIE CIRCULAIRE & GESTION DES DÉCHETS	9
—	ÉFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE & ÉNERGIES RENOUVELABLES	10
—	RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE	12
—	MATÉRIAUX BIOSOURCÉS & GÉOSOURCÉS	13
—	PROFESSIONNELS & ENTREPRISES	15
—	RÉALISATIONS & OPÉRATIONS EXEMPLAIRES	16
—	APPELS À PROJETS & À MANIFESTATION	17

INFOS À LA UNE



@Depositphotos

CHANGEMENT CLIMATIQUE : LA COUR DES COMPTES PLAIDE POUR UN RÉVEIL POLITIQUE

13 mars – Dans son rapport public annuel 2024 présenté le 12 mars dernier, la Cour des comptes met, pour la première fois, l'accent sur le décryptage du financement de l'adaptation au changement climatique en France. Bilan : il semblerait que cette problématique « reste un angle mort des politiques publiques » du pays aujourd'hui. Plusieurs pistes d'amélioration ont été évoquées ; parmi elles, une meilleure connaissance et communication sur les dangers liés au changement climatique, l'amélioration des données de prédiction existantes, ou encore l'extension de MaPrimeRénov' aux travaux améliorant le confort d'été.



www.construction21.org



adaptation / changement climatique / politique

BÂTIMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE : LE GUIDE QU'IL VOUS FAUT !

Avril 2024 – Le collectif Pour un réveil écologique met à disposition en ligne une nouvelle ressource issue de sa série d'analyses sectorielles, consacrée cette fois au secteur du bâtiment. Ce rapport de 37 pages présente un ensemble d'enjeux auxquels sont confrontés les secteurs de l'immobilier et du BTP au regard des enjeux écologiques actuels et à venir, avec une double préface signée de l'architecte cofondatrice du Mouvement pour une frugalité heureuse et créative Dominique Gauzin-Müller puis de Fabrice Bonnifet, Président du Collège des Directeurs du Développement Durable. « *Les leviers présentés [...] sont volontairement généraux, et nécessitent, pour être actionnés, un engagement concomitant des entreprises, professionnels du secteur et de la puissance publique.* »



<https://pour-un-reveil-ecologique.org>



bâtiment / transition écologique

[VIDÉO] BÉTON, TERRE, PAILLE ET BOIS : POUR UNE ARCHITECTURE HYBRIDE ET RAISONNÉE

14 avril – Face au tout-béton, si on misait sur la terre, la paille ou le bois ? C'est le postulat de départ de cette courte vidéo produite dans le cadre de l'émission 28 Minutes sur Arte, où intervient l'architecte Alia Bengana. Cette dernière défend l'idée d'un mix intelligent de ressources pour concevoir des bâtiments plus vertueux, mêlant les savoir-faire d'hier – faisant la part belle au béton, avec la modernité d'aujourd'hui – qui ouvre le champ à des matériaux nouveaux et plus responsables.



www.youtube.com



matériaux / biosourcés

MAPRIMERÉNOV' SIMPLIFIÉE, LE DÉCRET PUBLIÉ

22 mars – Le décret relatif à la simplification de MaPrimeRenov' a été publié au Journal Officiel le 22 mars. Parmi les modifications décidées, on retient principalement la réouverture (jusqu'au 31 décembre 2024) de l'accès aux aides financières pour les travaux dits mono-gestes, et ce quelle que soit l'étiquette DPE du logement. Il est précisé que les dossiers de demande d'aide prenant en compte ces évolutions pourront être déposés à compter du 15 mai sur le portail de France Rénov'.

 www.ecologie.gouv.fr

 rénovation / aide financière

RÉNOVATION DES ÉCOLES : NOUVEAU COUP DE POUCE POUR LES COLLECTIVITÉS

3 avril – Une nouvelle loi, publiée le 30 mars au Journal officiel, allège la charge financière des collectivités pour la rénovation énergétique du bâti scolaire. Plus précisément, le texte adopté donne droit aux préfets de département d'autoriser un taux de participation minimale du maître d'ouvrage de 10 % – au lieu des 20 % actuels – du montant total des financements apportés par des personnes publiques pour les projets d'investissement pour une rénovation de bâtiments scolaires. Ce texte « entend ainsi répondre au double défi posé par l'urgence absolue de rénover rapidement les bâtiments scolaires et les difficultés rencontrées par les collectivités pour financer ces travaux parfois lourds et très coûteux ».

 www.actu-environnement.com


 rénovation énergétique / bâtiment tertiaire / collectivité

UNE NOUVELLE LOI POUR RÉHABILITER LES HABITATS DÉGRADÉS

10 avril – Le texte, publié au Journal officiel du 10 avril 2024, a pour triple objectif de prévenir la dégradation de l'habitat en France, accélérer la réhabilitation de ce type de logements et lutter contre les fraudes dans le secteur. Parmi les mesures concrètes actées : la création d'une nouvelle procédure d'expropriation « des immeubles indignes à titre réparable » ; la possibilité pour les syndicats de copropriétaires de souscrire un prêt global collectif simplifié pour financer les travaux de réparation, d'amélioration ou d'entretien des immeubles ; ou, bien encore, la mise à disposition aux collectivités locales, à titre gratuit, des biens confisqués aux « marchands de sommeil » pour en faire des logements.



©Depositphotos

 www.vie-publique.fr

 logement / réglementation / réhabilitation

Nouvelle avancée de l'UE pour la décarbonation des bâtiments

15 avril – Vendredi 12 avril, les États membres de l'Union européenne ont accepté le projet de révision de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments, lequel ambitionne de décarboner le parc immobilier de l'UE d'ici à 2050. Plusieurs objectifs et caps symboliques ont été fixés à l'échelle de l'Union, tels que l'abandon des chaudières fossiles (gaz et fioul) à horizon 2040. D'autre part, il a été décidé qu'à partir de 2030, tous les nouveaux bâtiments construits seront à zéro émission carbone.

 www.actu-environnement.com

 décarbonation / bâtiment / Europe

CHAUFFAGE AU BOIS : LES AIDES BAISSENT

29 mars – À compter du 1^{er} avril 2024, les forfaits MaPrimeRénov' pour l'installation d'un système de chauffage au bois (chaudière ou poêle à bois, à bûches ou à granulés) sont largement réduits, presque de moitié dans certains cas. Les barèmes varient en fonction du seuil de revenus des ménages. Cette mesure, annoncée par le gouvernement en décembre dernier, n'est évidemment pas du goût des acteurs de la filière. Parmi eux, le Syndicat français des chaudiéristes biomasse (SFCB) a largement plaidé pour son annulation.

 www.actu-environnement.com

 [chauffage / bois / MaPrimeRénov'](#)





©Depositphotos

POUR LE FONDS VERT, LA PRIORITÉ EST À LA BIODIVERSITÉ

29 mars – Une circulaire adressée aux préfets le 14 mars dernier a informé ces derniers que trois types d'actions locales en faveur de la biodiversité seraient les bénéficiaires prioritaires du Fonds vert (environ 2 milliards d'euros pour 2024, après une récente amputation de l'enveloppe à hauteur de 400 millions d'euros) :

- le déploiement des atlas de la biodiversité communale (ABC) ;
- les instaurations ou agrandissement des aires protégées sous protection forte ou de contribution à la restauration des écosystèmes terrestres et marins dégradés ;
- les projets permettant de réduire les pressions sur la biodiversité : rétablissement dans un état de conservation favorable des populations des espèces de faune et de flore sauvages menacées, suppression des impacts des espèces exotiques envahissantes...

 www.actu-environnement.com

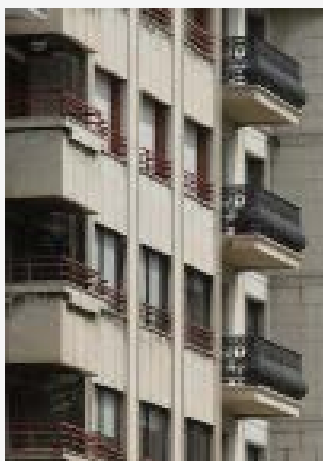
 [biodiversité / aide financière / collectivités](#)

QUELLES SONT LES NOUVELLES MODALITÉS DE L'ÉCO-PTZ ?

2 avril – Un décret publié le 31 mars dernier prolonge le dispositif de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) jusqu'au 31 décembre 2027, en augmentant jusqu'à 50 000 euros son montant pour aider les ménages à financer le reste à charge de travaux éligibles à MaPrimeRénov', ou dans le cadre de rénovations globales. Les ménages peuvent aussi souscrire un éco-PTZ complémentaire pour payer d'autres travaux dans le même logement, si la somme des deux prêts ne dépasse pas 30 000 euros. En outre, le texte indique que les sociétés de tiers-financement peuvent désormais distribuer l'éco-prêt à taux zéro.

 www.actu-environnement.com

 [rénovation énergétique / prêt](#)



©Depositphotos

LE ZAN, REMÈDE AU MAL-LOGEMENT ?

19 mars – Un rapport récemment publié par La fondation pour la nature et l'homme (FNH) et la Fondation Abbé Pierre désigne le Zéro Artificialisation Nette comme opportunité de lutter à la fois pour la préservation des sols et contre le mal-logement en France. Vous y apprendrez notamment comment créer des logements sans construire, en utilisant mieux le bâti existant et résorbant la vacance des logements et des bureaux, ou encore comment proposer des logements pas ou peu consommateurs d'espaces naturels en mobilisant les interstices de quartiers peu denses. Une publication ambitieuse qui va à l'encontre des discours qui opposent ambitions écologiques et justice sociale.

 www.fnh.org

 ZAN / logement / artificialisation

COMMENT LUTTER CONTRE LES SURCHAUFFES ESTIVALES EN VILLE ?

28 mars – C'est tout l'objet de ce guide élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC). Alors que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, les questions de la soutenabilité des températures en milieu urbain et de la lutte contre les îlots de chaleur deviennent prégnantes. L'AQC propose un tour d'horizon des initiatives locales et des solutions mises en œuvre pour contribuer au rafraîchissement urbain naturel. Parmi elles : l'importance de la végétalisation et des points d'ombrages permanents ou temporaires, qui doivent être accessibles facilement au plus grand nombre.

 <https://qualiteconstruction.com>

 ville / végétalisation / changement climatique

RÉAMÉNER LES COURS D'ÉCOLES, MODE D'EMPLOI

29 mars – Le Cerema publie une série de fiches pratiques comportant des retours d'expérience d'opérations d'aménagement dans les cours de bâtis scolaires. Objectif : rendre ces espaces plus résilients et adaptés au changement climatique. Ces démarches locales compilées offrent des illustrations concrètes de ce qui peut se faire de mieux sur le territoire. Par exemple, dans une école à Saint-Cloud, une partie des 1 000 mètres carrés de cour ont été désimperméabilisés et ont accueilli tout un ensemble de plantations. Des revêtements plus clairs au sol et un bassin de gestion des eaux pluviales sont venus compléter l'ensemble, pour un résultat des plus vertueux.

 www.cerema.fr

 changement climatique / aménagement / bâtiment tertiaire

CONNAISSEZ-VOUS BÉNÉFRICHES ?

Il s'agit d'un outil en ligne élaboré par l'ADEME, qui permet de quantifier et monétariser les impacts environnementaux, sociaux et économiques d'un projet d'aménagement, sur friche ou en extension urbaine. En quelques clics, ces différentes données sont obtenues à un haut niveau de détails et de fiabilité, et peuvent être comparées avec celles d'autres opérations. Tous types de métiers et de projets d'aménagement sont concernés par ce dispositif, qui a pour dessein d'aider les collectivités à atteindre les objectifs du zéro artificialisation nette par le biais de la réhabilitation des friches urbaines.

 <https://benefriches.ademe.fr>

 aménagement / friches

LE SITE « OUTILS DE L'AMÉNAGEMENT » DU CEREMA FAIT PEAU NEUVE

12 avril – Vous connaissez peut-être déjà le site « Outils de l'aménagement », proposé par le Cerema, qui aide les collectivités à trouver le meilleur outil d'aménagement pour son projet. Ce dernier connaît désormais une nouvelle mouture mise en ligne depuis février 2024, avec une meilleure ergonomie et un accès plus simple et rapide aux informations pour les utilisateurs. Sarah Olei, pilote de l'opération de renouveau du site, évoque ses différentes nouveautés dans une interview dédiée.

 www.cerema.fr

 aménagement / collectivités

CHANGEMENT CLIMATIQUE : TOUT BOULEVERSER POUR RÉSISTER

4 avril – L'IPBES, ou GIEC de la biodiversité, appelle à des changements transformateurs de nos modes de vie pour préserver la planète face au changement climatique. L'IPBES prône une « réorganisation fondamentale et systémique des facteurs économiques, sociaux, technologiques, y compris les paradigmes, les objectifs et les valeurs » de nos sociétés. Un véritable défi à l'heure actuelle : cesser de se déplacer en voiture ou arrêter d'aller au ski restent encore choses inconcevables pour nombre d'entre nous. Mais plusieurs « changements transformateurs » sont d'ores et déjà réalisables, tels que la réinsertion de la nature en ville ou encore la sensibilisation et l'implication des entreprises dans les enjeux liés à la biodiversité, par exemple.

 <https://theconversation.com>

 changement climatique / biodiversité

LES LABELS ET CERTIFICATIONS DE A À Z

Février 2024 – L'Observatoire de l'Immobilier Durable (OID) a publié la version 2024 de son guide complet des labels et certifications dans le secteur du BTP, classés en différentes catégories : généralistes, énergie-climat, économie circulaire, confort et bien-être, connectivité et biodiversité. De HQE à Effinergie RE2020, en passant par Circolab et EcoJardin, cette ressource accessible gratuitement en ligne est une bible pour s'y retrouver lorsque l'on souhaite certifier son projet !

 <https://www.taloen.fr>


 label / certification



POURQUOI ET COMMENT SÉPARER À LA SOURCE LES EAUX USÉES ?

19 mars – Ce panorama, élaboré par l'Institut Paris Région, OCAPI (LEESU, École des Ponts ParisTech) et l'Agence de l'eau Seine Normandie, explique les bienfaits d'une séparation à la source des excréta et des eaux ménagères, ou encore d'un retour à la terre des nutriments issus de l'excrétion humaine, en vue de leur valorisation agricole. Des projets pilotes et autres expérimentations sur le territoire de l'Île-de-France sont mis en avant, dans la démarche d'une meilleure gestion de l'eau en ville.

 <https://storymaps.arcgis.com>

 gestion de l'eau / urbanisme

LE CTSB RÉFORME EN PROFONDEUR SA PROCÉDURE D'ATEX

27 Mars – C'était l'un des chantiers prioritaires pour le CTSB en 2024, et il est désormais mis en marche. L'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) va connaître un double grand changement : d'une part, elle sera sécurisée dès la phase de conception et permettra ainsi aux demandeurs de confirmer ou de revoir leur projet en fonction des contraintes identifiées en amont. D'autre part, elle pourra être renouvelée en prenant en compte l'évolution des produits et systèmes sur la base d'un retour d'expérience plus formalisé qu'auparavant. Pour Etienne Crépon, président du CSTB, cette réforme illustre une « volonté de donner à tous ceux qui innovent les moyens dont ils ont besoin, notamment pour rassurer le marché ».

 www.cahiers-techniques-batiment.fr

 construction / bâtiment

[GUIDE] DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DANS LES BÂTIMENTS : ANALYSE DE RISQUE



29 mars – Comment évaluer les risques liés aux réseaux intérieurs de distribution d'eau ? Pour aider les professionnels à anticiper cette nouvelle obligation, un groupe de travail, copiloté par l'Astee et le CSTB, a élaboré un guide d'application pour réaliser une analyse des risques relative aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Cette évaluation est exigée par l'arrêté du 30 décembre 2022 et doit être réalisée au plus tard le 1^{er} janvier 2029. Outre des définitions, des références réglementaires et documentaires, ce guide propose une méthodologie en six étapes pour répondre aux nouvelles exigences. Il rappelle en outre la fréquence de la réactualisation du document et les conditions qui imposent une mise à jour immédiate.

www.astee.org

[eau potable / risques / guidet](#)

RETOUR D'EXPÉRIENCES DU LABEL INTAIRIEUR®

11 avril – Le label INTAIRIEUR® se positionne comme un gage de qualité pour l'air intérieur, en limitant les sources de pollution et en favorisant le renouvellement de l'air. Une opération de 73 logements neufs à Bussy-Saint-Georges (77) portée par LP Promotion a choisi de s'inscrire dans cette démarche de labellisation. Plusieurs actions visant à améliorer la qualité de l'air intérieur des futurs logements ont ainsi été définies dès la phase conception, parmi lesquelles :

- Ajustements architecturaux : ventilation du parking adaptée, végétation choisie avec des espèces peu allergènes, aménagement des locaux poubelles, ...
- Choix d'équipements et produits de construction : étiquette COV A+ systématique
- Mesure de polluants en fin de chantier prévue dès la phase conception
- Réseau de ventilation performant : classe d'étanchéité A
- Sensibilisation des entreprises et des futurs occupants

<https://conseils.xpair.com>

[label / QAI / REX](#)

GARANTIE DÉCENNALE : REVIREMENT DE JURISPRUDENCE FAVORABLE AU RÉEMPLOI DES ÉQUIPEMENTS !

26 février – Dans sa décision du 21 mars 2024, la Cour de cassation a décidé de modifier sa jurisprudence : les entreprises qui installent des équipements en remplacement ou par adjonction sur un ouvrage existant ne sont pas soumises à l'obligation de souscrire à une assurance constructeur et ne sont pas tenues à la garantie décennale. Compte-tenu de cette décision, recourir à des équipements de réemploi dans le cadre de travaux de rénovation est grandement facilité et devient une stratégie à privilégier : une assurance responsabilité professionnelle suffit et le contrat laisse beaucoup plus de place pour partager la responsabilité et les risques liés au réemploi entre le maître d'ouvrage et l'entreprise.

 <https://skovavocats.fr>

 réemploi / assurance / jurisprudence

LA RÉUTILISATION DES EAUX USÉES : UNE MÉTHODE SOUS EXPLOITÉE EN FRANCE

14 mars – En France, la réutilisation des eaux usées épurées est inférieur à 1 %, ce qui est nettement en deçà des taux pratiqués dans d'autres pays. En Italie et Espagne par exemple, ce taux est de 8 à 14 %, en Israël de 80 % et la ville de Mexico irrigue ses 85 000 hectares de terres, grâce à ce procédé. Dans certains pays, il est même possible de transférer l'eau des toilettes au robinet d'eau potable : en Namibie, 30 % des eaux usées produites sont recyclées. En raison des effets du dérèglement climatique, la France se voit dans l'obligation d'assouplir les règles d'usage de ces eaux usées. Nous rejetons, en France, plus de 2 milliards de m³ d'eaux usées chaque année ; les autorités imagineraient que les eaux usées pourraient être recyclées pour la production d'énergie, l'irrigation agricole, l'arrosage, le nettoyage et le rechargement des nappes phréatiques.

 www.neozone.org

 eaux usées / recyclage / ressource en eau

[PODCAST] IMAGINAIRES DE RÉEMPLOI


1^{er} mars – Marion et Hannah sont architectes. Fin 2023, elles ont passé six semaines en immersion à Caen (14) pour explorer un sujet qui leur tient à cœur : le réemploi de matériaux dans la ville, et en particulier sur le territoire normand. Est-ce possible de construire avec des matériaux de seconde main ? A quoi cette notion fait-elle référence dans les imaginaires collectifs ? Pourquoi a-t-on oublié ce réflexe ancestral ? Comment limiter les déchets et l'extraction générés par la construction de nos villes ? En quoi est-ce qu'il s'agit d'enjeux culturels collectifs ? Elles ont mené l'enquête en allant à la rencontre de différents acteurs et publics normands, et vous partagent le récit de leurs entretiens et réflexions dans ce podcast qui espère ouvrir vos imaginaires. Trois épisodes à découvrir.


 <https://open.spotify.com>

 podcast / réemploi / architecture

[PODCAST] LE JOUR DU DONUT

15 avril – Mathilde Billet, spécialiste en réemploi de matériaux de construction, propose le podcast « Le Jour du Donut ». Un véritable récit d'expérience, après avoir passé deux mois de résidence à Portland pour explorer les pratiques du réemploi en architecture, son organisation et ses dynamiques dans la ville. Sept épisodes à découvrir !

 <https://shows.acast.com>

 podcast / réemploi / architecture



GUIDE « POUR INSTALLER DES SYSTÈMES PHOTOVOLTAÏQUES À L'ATTENTION DES AMÉNAGEURS, MAÎTRES D'OUVRAGE, MAÎTRES D'ŒUVRE, ENTREPRISES »

Janvier 2024 – Réalisé par le CSTB, ce guide vise, via des exemples concrets, à répondre aux différents questionnements que les aménageurs, maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et entreprises se posent lors du montage d'un projet d'installation de centrale photovoltaïque en toiture : pour quelles raisons installer du photovoltaïque sur un projet d'aménagement ? Quels en sont les bénéfices et quels sont les points de vigilance ? Le guide est structuré en trois parties :

- Présentation des différentes évaluations techniques et leur contexte dans le bâtiment,
- Présentation des différents systèmes photovoltaïques,
- Les questions à se poser pour inclure une centrale photovoltaïque dans un projet.

 www.cstb.fr

 [Solaire photovoltaïque / énergies renouvelables](#)

PLACE DES POMPES À CHALEUR DANS LA DÉCARBONATION : PUBLICATION D'UN AVIS TECHNIQUE PAR L'ADEME

Mars 2024 – Passer d'une énergie fossile à un vecteur décarboné devrait permettre d'abaisser rapidement et très significativement (d'un facteur 15 pour le fioul et 10 pour le gaz) les émissions de CO₂. L'ADEME revient dans ce document sur les conditions de réalisation d'une telle transition (l'isolation des bâtiments doit rester une priorité) en faisant un zoom sur les pompes à chaleur, une solution efficace mais non unique qui doit être correctement réalisée. Sept recommandations sont également émises par l'ADEME afin répondre aux enjeux de la décarbonation des bâtiments.

 <https://librairie.ademe.fr>

 [pompe à chaleur / décarbonation / transition énergétique](#)

PUBLICATION D'UN « QUESTIONS-RÉPONSES SUR LES GÉOTHERMIES »

19 mars – Le Syndicat des Énergies Renouvelables (SER) apporte des réponses aux questions que l'on peut se poser sur cette énergie renouvelable dans un format pédagogique et illustré d'exemples concrets. Cette énergie, faisant appel à des technologies différentes selon les ressources géothermiques exploitées et les usages attendus, est la seule capable de produire à la fois de la chaleur, du froid, du rafraîchissement et de l'électricité, avec une haute performance énergétique, une disponibilité 24 heures sur 24 et sans impact visuel en surface. Largement disponible dans notre sous-sol, peu onéreuse et non émettrice de CO₂, la géothermie intéresse de plus en plus de particuliers, de bailleurs sociaux, de collectivités et d'entreprises, afin de réduire leur facture énergétique et de bénéficier d'une énergie décarbonée.

 <https://batijournal.com>

 [géothermie / énergies renouvelables / transition énergétique](#)



©Depositphotos

LABEL EFFINERGIE - RETOUR D'EXPÉRIENCE SUR LA PERFORMANCE DES RÉSEAUX DE VENTILATION DANS LES BÂTIMENTS NEUFS

5 avril – Dans son label Effinergie+, l'association Effinergie impose un test d'étanchéité à l'air des réseaux de ventilation à réception, avec l'objectif de garantir le renouvellement de l'air intérieur, le confort et la bonne santé des usagers au sein des bâtiments. L'étude, réalisée sur un échantillon de 103 bâtiments (38 % de maisons individuelles, 27 % de logements collectifs et 35 % de bâtiments non résidentiels), a permis de tirer trois enseignements :

- 60 % des projets atteignent a minima la classe A,
- Une qualité réelle de la mise en œuvre des réseaux de ventilation par les professionnels est à évaluer à l'échelle des réseaux et non à celle du bâtiment,
- Un des points de vigilance se porte sur les raccordements.



www.effinergie.org



étanchéité à l'air / ventilation / label Effinergie

MON ACCOMPAGNATEUR RÉNOV' : UN CONTRAT TYPE PROPOSÉ PAR L'ORDRE DES ARCHITECTES

29 février - L'Ordre des Architectes met en ligne un contrat type « Mon Accompagnateur Rénov' » permettant de régir les relations entre l'architecte et son client dans le cadre d'un projet de rénovation globale énergétique de maison individuelle, éligible au financement MaPrimeRénov'.

Le contrat type inclut la prestation d'audit énergétique et sa trame est structurée autour des trois formes d'accompagnement du dispositif MAR : technique, administratif et financier. Il liste les missions « socles » obligatoires, ainsi que des missions optionnelles que le client peut choisir de confier à l'architecte. Le contrat ne porte pas sur des missions de maîtrise d'œuvre, celles-ci devant faire l'objet d'un contrat distinct et il exclut volontairement les missions liées à l'accompagnement social des publics précaires, portées par des associations spécialisées.


 www.architectes.org

 Mon Accompagnateur Rénov' / rénovation énergétique / aides financières

RÉFÉRENTIEL NATIONAL DES BÂTIMENTS (RNB) : UN NOUVEAU GÉOCOMMUN POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE RÉNOVATION DES BÂTIMENTS

18 mars - Le ministère de la Transition écologique, l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), l'ADEME et le CSTB annoncent la mise en ligne du Référentiel National des Bâtiments (RNB). Il va permettre de répertorier l'ensemble des bâtiments du territoire et ainsi optimiser et accélérer la conduite d'actions publiques et privées. Le répertoire attribue un identifiant unique à chaque bâtiment permettant de disposer d'une vision commune et exhaustive du bâti sur le territoire. Cette « plaque d'immatriculation » des bâtiments vise à simplifier le suivi de la transformation du parc de bâtiments et le croisement de différentes données bâtimentaires utiles aux administrations et à tous les acteurs de la construction.

 www.ecologie.gouv.fr

 rénovation énergétique / outil / bâtiment



REPORTAGE - RÉNOVER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE

Terrains constructibles hors de prix, taux d'intérêts en hausse, artisans débordés... Pour sortir de la crise du logement, une solution pourrait consister à mieux mettre à profit le bâti existant. L'émission ARTE Regards nous propose d'aller à la rencontre de 3 acteurs :

- En Allemagne, la commune de Steinhagen a lancé un programme destiné à soutenir l'accession à la propriété en apportant une aide pour l'acquisition de logements vacants.
- En Irlande, la fondation Peter McVerry Trust s'emploie à rénover de façon écoresponsable des habitations vacantes qui sont ensuite louées à prix abordables.
- En Allemagne, l'architecte Rebekka Steinlein du cabinet berlinois Concular pratique l'économie circulaire en recensant et en recyclant des matériaux réutilisables issus de démolition.

 www.youtube.com

 rénovation énergétique / économie circulaire / précarité énergétique

[GUIDE] CONSTRUCTION BOIS / BIOSOURCÉS ET DOCUMENTS D'URBANISME



Février – Le ministère de la Transition énergétique a publié un guide qui a pour vocation de répondre aux questions fréquentes que se posent les collectivités et aménageurs au sujet des leviers que peuvent proposer les documents d'urbanisme pour permettre ou inciter l'utilisation de matériaux bois / biosourcés dans le bâtiment. Il peut également être utile aux maîtres d'ouvrage souhaitant utiliser les outils de dérogation ou de bonus prévus par la loi. Il explique plus précisément comment appliquer certains articles du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation concernant le bonus de constructibilité et la dérogation de hauteur pour les constructions exemplaires.

www.ecologie.gouv.fr

biosourcé / guide / PLU

NOUVEAU CONCOURS : LE PRIX NATIONAL DE LA CONSTRUCTION EN CHANVRE

Mars – L'association Construire en Chanvre lance la première édition du « Prix National de la Construction en Chanvre » pour valoriser les acteurs de la filière. L'ambition ? Promouvoir la dynamique actuelle en faveur de la construction et rénovation en chanvre issu de filières locales. Les projets candidats seront évalués selon 3 catégories : Réhabilitation en béton de chanvre, Construction en béton de chanvre et Réhabilitation et construction avec isolant à base de chanvre. Le Prix est ouvert aux bâtiments neufs ou rénovés, construits sur le territoire français, avec une quantité significative de chanvre et terminé au moment du dépôt du dossier. Il récompense des équipes qui mettent en œuvre du chanvre, tout en proposant des solutions innovantes et en valorisant les ressources et les savoir-faire de leur territoire d'accueil et en s'attachant à des valeurs esthétiques.

www.construire-en-chanvre.fr

biosourcé / chanvre / concours

LE BAMBOU, UN ALLIÉ DE CHOIX POUR LA TERRE CRUE EN CONSTRUCTION

3 avril – Penny Livingston-Stark, designer et professeur de permaculture américaine, travaille dans le domaine du design régénératif à base de matériaux naturels non toxiques, pour comprendre les opportunités offertes par la combinaison du bambou et de la terre. Elle insiste sur la compatibilité de ces deux matériaux, qui sont facilement disponibles sur toute la planète. Leurs similitudes et leurs différences les aident à s'intégrer remarquablement bien, ils sont non toxiques et ont un faible impact sur l'environnement. Selon Penny Livingston-Stark, le bambou confère certaines valeurs ajoutées à la construction traditionnelle en terre, comme la résistance à la traction et la capacité de supporter des poids sur de longues portées. Elle expérimente cet alliage lors de stages en Indonésie : construction d'un mur léger de boue et de paille en mélangeant de la paille avec une barbotine d'argile légère ou encore un mélange qui incorpore de la barbotine d'argile et des copeaux de bambou.

www.build-green.fr

biosourcé / expérimentation/ bambou

LA VASE, ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE AU CIMENT POUR FABRIQUER DU BÉTON ?

9 avril – Chaque année en Gironde, mais aussi dans le bassin d'Arcachon, à Bayonne et à La Rochelle, le dragage des ports, nécessaire pour garantir leur navigabilité, génère 9 millions de m³ de sédiments ! Actuellement, il n'existe pas de procédé durable et économique de recyclage pour ces matières. L'une des voies de valorisation les plus prometteuses réside dans la réutilisation de ces sédiments dans le BTP pour réduire l'impact carbone du béton. Le projet ValoSed, porté par les Universités de Bordeaux, de PAU et la Rochelle ainsi que le Cerema, vise à valoriser les sédiments dragués dans des bétons directement mis en place sur site pour des travaux à proximité des ports. Les travaux de recherche issus de ce projet ont permis de justifier l'utilisation des sédiments vaseux pour la fabrication de liant, remplaçant ainsi le ciment dans les matériaux du génie civil : un gain de 66 % d'émissions de CO₂ aurait ainsi été obtenu comparé au ciment.

 <https://theconversation.com>

 géosourcé / recherche / ciment

SCOLYTES : UN PLAN D'URGENCE DU GOUVERNEMENT POUR AIDER LA FILIÈRE FORÊT-BOIS

16 avril – Le ministère de l'Agriculture a présenté le 15 avril un plan pour protéger la filière forêt-bois des ravages provoqués par les scolytes. Parmi les principales mesures annoncées : la pérennisation de la cellule nationale de crise, des accompagnements financiers, notamment pour enrayer la propagation des insectes via l'écorçage des arbres abattus, et des outils pour diversifier les débouchés du bois touché par ces insectes. Enfin, une mission inter-inspections lancée pour étudier « la préparation de la filière et besoins d'accompagnement en lien avec les crises sylvicoles »

 www.environnement-magazine.fr

 bois / scolytes / aide

RAPPORT « COMMISSIONNEMENT - ÉTAT DES LIEUX »

22 mars – Ce rapport, publié dans le cadre du programme PROFEEL, présente un état de l'art de la vision du commissionnement en France. Grâce à des entretiens croisés, ce document dresse un état des lieux des connaissances et des ressources disponibles sur le commissionnement. L'objectif : améliorer les connaissances sur le commissionnement pour les divers acteurs de la construction, mieux qualifier le contenu des missions par rapport aux prestations traditionnelles, et objectiver l'intérêt de cette pratique, notamment en raison du manque d'expérience et de capitalisation résultant du nombre limité de missions lancées.

 www.proreno.fr

 rénovation énergétique / bâtiment tertiaire / décret tertiaire

LANCEMENT DU MOOC (R)ÉVOLUTIONS LOCALES

26 mars – Lancé par le Mouvement Colibris, ce MOOC (R)évolutions Locales est une formation en ligne, gratuite, ouverte à tous, dédiée à la transformation écologique et solidaires des territoires. Son objectif est d'apprendre à partir des expériences réussies et des échecs aussi, de rencontrer des acteurs du changement et de partager des idées pour faire naître des alternatives politiques. « Les territoires – là où nos vies se passent – sont les premiers théâtres de ces crises, là où elles s'expriment. C'est donc sur nos territoires que notre action peut se concrétiser le plus puissamment » précise le Mouvement Colibris. La formation est composée de 11 temps forts, dont 6 modules, des webconférences et des webinaires, organisés jusqu'au 6 juin.

 www.environnement-magazine.fr

 formation / transition écologique / territoire

AIDES À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : LES RAR ONT LES OUTILS !

5 avril – Depuis 2 ans, le programme OSCAR œuvre à simplifier l'accès aux aides financières à la rénovation énergétique, par l'intermédiaire des Référénts d'Aide à la Rénovation (RAR). Ces professionnels du bâtiment, sélectionnés parmi les partenaires du programme (CAPEB, FFB, Coédis, FDMC, France Renov'), interviennent au plus près des artisans et entreprises du bâtiment, sur tout le territoire. Les RAR maîtrisent pleinement les aides financières disponibles (publiques ou privées) afin de guider concrètement les professionnels. Pour y parvenir, de nombreux outils opérationnels sont mis à leur disposition : annuaire des aides financières, base de données des produits éligibles aux CEE, FAQ... Aujourd'hui, plus de 2 100 RAR sont en activité, partout en France.

 www.batiactu.com

 aides financières / professionnels / rénovation énergétique

RÉNOVATION, NUMÉRIQUE : COMMENT LES MÉTIERS DU BÂTIMENT PEUVENT-ILS ATTIRER DES JEUNES ?

12 avril – Lors de son dernier congrès, la CAPEB est revenue sur la question de l'attractivité de ses métiers. Plusieurs pistes de travail ont été avancées par des professionnels et des spécialistes issus d'autres secteurs : revalorisation des métiers artisanaux, arrêt de l'opposition entre métiers manuels et intellectuels, partage de valeurs et transmission des savoirs, intégration plus forte des femmes, poursuite du soutien à l'apprentissage pour capter et retenir l'attention des jeunes, soutenir la transition numérique des entreprises, ... Le secteur est confronté depuis longtemps à un manque de main-d'œuvre et à une crise des vocations. L'absence de bras risque d'être d'autant plus problématique si les chantiers de rénovation énergétique sont amenés à se massifier.

 www.batiactu.com

 rénovation énergétique / formation / emploi

UNE « SILICON VALLEY À LA FRANÇAISE » ACCOLÉE À PARIS

22 mars – Le Centre Teilhard-de-Chardin est implanté sur le plateau de Saclay (91) et se décrit comme un espace de dialogue entre sciences, philosophie et spiritualité. Un lieu particulier et intrigant par sa fonction, donc, mais aussi par son aspect qui dénote du béton environnant grâce à son enveloppe noire en bois brûlé. Cette façade audacieuse renferme une construction vertueuse, et ce notamment grâce au recours à d'autres matières biosourcées : les parois de la chapelle sont en torchis de paille et de chaux recouvert d'un enduit de terre et d'eau, les mezzanines à ossature bois... Cette caractéristique et bien d'autres font de cet espace un lieu d'expérimentations écologiques à tous les niveaux.

 www.5facades.com

 biosourcés / bâtiment

UNE RÉNOVATION ENERGIESPRONG À PARIS 8, UNE PREMIÈRE

26 mars – La première rénovation énergétique sur un bâtiment tertiaire universitaire en France selon la démarche EnergieSprong a été effectuée sur le bâtiment C de l'Université Paris 8 – l'un des plus énergivores sur le site de Saint-Denis avec une étiquette énergétique D. L'opération, lancée début 2023 et achevée il y a peu, a été inaugurée par ALTYN et ALTERESCO. Nouvelle façade préfabriquée à ossature bois dotée de menuiseries aluminium et de protections solaires, dispositifs de gestion de l'éclairage, réfection d'une partie des faux plafonds... Une réhabilitation d'envergure pour un bâtiment désormais à « énergie 0 », avec une performance garantie sur 20 ans et des locaux attractifs et confortables pour les usagers.

 <https://batijournal.com>

 rénovation / bâtiment

ZOOM : L'ÎLOT E3 DU VILLAGE DES ATHLÈTES

31 mars – Dans l'immense futur nouveau quartier qui a pris vie au nord de Paris, voici un espace bureaux, de commerces et équipements sportifs de 15 000 mètres carrés livré par l'agence DREAM (Dimitri Roussel Ensemble Architecture Métropole) début 2024. Ses caractéristiques ? Une structure poteaux-poutres évolutive qui permettra de faire facilement basculer les usages sur la vie post-JO de l'édifice, un gymnase sur toit favorisant la pratique du sport et les rencontres, un espace planté en pleine terre faisant office d'îlot de fraîcheur, une centrale photovoltaïque garantissant 20 % d'autoconsommation... Les exemples qui démontrent le caractère vertueux de l'ensemble ne manquent pas !

 <https://chroniques-architecture.com>

 bâtiment / photovoltaïque

Appels à projets & à manifestation

Valobat lance un AMI de sensibilisation à la REP PMCB

Ouvert jusqu'au 03.05.24 – Périmètre : national

L'éco-organisme Valobat lance un Appel à Manifestation d'Intérêt pour identifier, sélectionner et soutenir des partenaires autour d'actions de sensibilisation des MOA et des MOE au tri des déchets sur les chantiers de démolition, rénovation et construction. Tous les acteurs du secteur du bâtiment peuvent y participer.


 www.reseau-precip.org


 **réemploi / économie circulaire**

Aide à l'action des collectivités territoriales en faveur de la qualité de l'air (AACT-AIR)

Ouvert jusqu'au 14.05.24 – Périmètre : national

Cet appel à projets (AAP) lancé par l'ADEME a pour but d'apporter un soutien financier et un accompagnement technique aux collectivités pour les aider à identifier des actions concrètes d'amélioration de la qualité de l'air extérieur et intérieur sur leur territoire.

 www.agirpouurlatransition.ademe.fr

 **qualité de l'air / collectivités**

Appel à Projets AMO CPE ACTEE/ADEME

Ouvert jusqu'au 28.06.24 – Périmètre : national

L'Appel à Projets AMO CPE, lancé par le programme ACTEE et l'ADEME, vise à accompagner les collectivités territoriales qui souhaitent rénover leur patrimoine tertiaire grâce aux Contrats de Performance Énergétique. Plus précisément, le but est de déployer de nouveaux Marchés Globaux de Performance Énergétique à Paiement Différé, en finançant les Assurances à Maîtrise d'Ouvrage pour lever les freins existants et accompagner l'accélération des rénovations globales et performantes.


 <https://programme-cee-actee.fr>


 **rénovation énergétique / bâtiments publics**

Appel à projets bois : IPPB et BCIB

Ouvert jusqu'au 27.06.24 – Périmètre : national

L'ADEME lance deux appels à projet qui ciblent le secteur du bois. 1 - Industrialisation Performante des Produits Bois (IPPB) : Cet appel à projets vise à optimiser la transformation du bois (association possible avec d'autres matériaux notamment biosourcés) avec une priorité pour les usages à longue durée de vie. 2 - Biomasse Chaleur pour l'Industrie du Bois (BCIB) : Cet appel à projets accompagne le développement des moyens de séchage du bois d'œuvre et les installations biomasse supérieures à 3 000 MWh/an pour répondre aux besoins énergétiques des industries du bois. Une priorité sera accordée aux projets dont la production de chaleur vise principalement le séchage de bois matériau.

 IPPB : <https://agirpouurlatransition.ademe.fr>

 BCIB : <https://agirpouurlatransition.ademe.fr>

 **bois / réemploi**

Appel à Projets AMO CPE ACTEE/ADEME

Ouvert jusqu'au 28.06.24 – Périmètre : national

L'Appel à Projets AMO CPE, lancé par le programme ACTEE et l'ADEME, vise à accompagner les collectivités territoriales qui souhaitent rénover leur patrimoine tertiaire grâce aux Contrats de Performance Énergétique. Plus précisément, le but est de déployer de nouveaux Marchés Globaux de Performance Énergétique à Paiement Différé, en finançant les Assurances à Maîtrise d'Ouvrage pour lever les freins existants et accompagner l'accélération des rénovations globales et performantes.

 <https://programme-cee-actee.fr>

 **rénovation énergétique / bâtiments publics**

Appels à projets & à manifestation

Test HQE Performance Impacts chantier

Ouvert jusqu'au 15.09.24 – Périmètre : national

Evaluez la performance environnementale des chantiers de construction, de rénovation ou de déconstruction grâce à ce test en ligne lancé par l'Alliance HQE-GBC et plusieurs de ses partenaires. Une fois un volume de données suffisant atteint, un outil paramétrable et simple d'utilisation à destination des maîtrises d'ouvrage pourra être élaboré. Il pourra estimer les impacts environnementaux des chantiers avant leur installation et de les améliorer grâce à la mise en place de bonnes pratiques adaptées.



Le dispositif CEP de l'ADEME

Ouvert jusqu'au 31 décembre 2024 – Périmètre : national

Les communes de moins de 10 000 habitants peuvent prétendre à une aide de l'ADEME pour la création de postes de Conseil en Energie Partagée (CEP), lesquels auront pour mission de les accompagner sur le plan énergétique (réaliser des bilans énergétiques, sensibiliser les élus..).



Appel à projets : réemploi

Ouvert : plusieurs sessions en 2024 – Périmètre : national

Ecominéro propose 4 appels à projets pour favoriser le réemploi. Plusieurs sessions sont proposées pour candidater courant 2024. Les dates limites de candidature sont à vérifier par appel à projets.

- Diagnostics ressources : soutien des maîtrises d'ouvrage pour la réalisation de diagnostics ressources dans les opérations de déconstruction, réhabilitation ou rénovation.
- Accompagnement des chantiers et opérations de déconstruction, réhabilitation, rénovation, construction pour le réemploi ou la réutilisation des produits, équipements et matériaux inertes.
- Etudes de faisabilité pour de nouvelles activités de réemploi, plateformes physiques et numériques, matériauthèques.
- Accompagnement des activités de réemploi, plateformes physiques et numériques, matériauthèques (ouverture mai 2024).



Programme européen de financement LIFE

Ouvert jusqu'en mars 2025 – Périmètre : européen

Le programme LIFE est un financement de la part de la Commission européenne : il est alloué à une sélection de projets innovants, privés ou publics, dans les domaines de l'environnement et du climat. En amont, chaque année, le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires choisit et assiste des porteurs de projets français afin de les aider à répondre aux attentes de la Commission européenne. Le budget de LIFE est de 5,4 milliards d'euros pour la période 2021-2027, répartis en 4 sous-programmes : nature et biodiversité, économie circulaire et qualité de vie, atténuation du changement climatique et adaptation, et transition écologique propre.



Le Réseau Bâtiment Durable, animé conjointement par l'ADEME et le Plan Bâtiment Durable, regroupe 23 centres de ressources et clusters régionaux et nationaux au service de la qualité et de la performance environnementale, énergétique et sanitaire du cadre de vie bâti. Leur mission commune : informer, soutenir et faire dialoguer les acteurs locaux de la construction, de la rénovation, de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement durables. Intégrez votre réseau local pour booster vos actions !

LES MEMBRES DU RÉSEAU BÂTIMENT DURABLE



Réalisé
par



Avec le
soutien de

